



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Quarante-troisième session

DOCUMENTS OFFICIELS

1504^e séance

Jeudi 3 août 1967

à 10 h 30

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Point 2 de l'ordre du jour:

Examen général de la politique économique et sociale internationale (*reprise des débats de la 1502^e séance*) . . . 201

Président : M. M. KLUSAK (Tchécoslovaquie).

Présents :

Les représentants des Etats suivants : Belgique, Cameroun, Canada, Dahomey, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Guatemala, Inde, Iran, Koweït, Libye, Maroc, Mexique, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Afrique du Sud, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Brésil, Bulgarie, Chine, Grèce, Irak, Israël, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République arabe unie, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale (E/4332, E/4343, E/4352 et Corr.1 et Add.1, E/4353 et Add.1 et Add.1/Corr.1, E/4361, E/4362 et Corr.1, E/4363 et Add.1 et 2, E/4370, E/4378, E/4392, E/4396 et Add.1 à 3 et Add.1/Corr.1 ; E/CN.11/L.184, E/CN.11/L.185/Rev.1 ; E/CN.12/767, E/CN.12/768 ; E/CN.14/370, E/CN.14/397 ; E/ECE/656 ; E/L.1173) (*reprise des débats de la 1502^e séance*)

1. M. BRILLANTES (Philippines) rappelle les diverses résolutions qui ont été à l'origine de la création de la CNUCED et souligne que, lors de la première session de la Conférence, qui s'est tenue en 1964, 75 pays en voie de développement seulement étaient représentés, alors que ces pays sont aujourd'hui au nombre de 86. C'est en décembre 1964 que l'Assemblée générale a décidé par sa résolution 1995 (XIX) de faire de la

CNUCED un organe permanent des Nations Unies. Dès avant la première session de la CNUCED, les pays développés aussi bien que les pays en voie de développement avaient pris conscience de la nécessité d'accroître le commerce international pour favoriser le développement de ces derniers. La part des pays en voie de développement dans le commerce mondial était alors très faible, comparée à celles des pays développés. Il en est malheureusement de même aujourd'hui. Les recommandations adoptées par la CNUCED sont pour ainsi dire restées lettre morte. L'accès aux marchés des pays développés reste tout aussi difficile pour les pays en voie de développement. Les barrières tarifaires et non tarifaires n'ont pas été réduites. Les projets de financement du développement économique sont restés à l'état de vœux pieux. Les prix des produits primaires et des autres produits en provenance des pays en voie de développement ont continué à subir d'importantes fluctuations. Les progrès scientifiques et techniques n'ont pas toujours bénéficié aux pays en voie de développement. En un mot, les espoirs suscités par la première session de la CNUCED ne se sont pas concrétisés. C'est dans ces conditions que l'Assemblée générale a décidé, par ses résolutions 2085 (XX) et 2206 (XXI), de convoquer la deuxième session de la Conférence, qui doit se tenir à New Delhi en février 1968. Il faut, à cet égard, remercier l'Inde pour la générosité dont elle a fait preuve en décidant d'accueillir la Conférence. Depuis plus d'un an, les pays en voie de développement préparent activement cette deuxième session de la CNUCED et s'efforcent d'adopter une position commune qui permettra d'établir un dialogue véritable avec les pays développés.

2. Présentant le projet de résolution commun de l'Inde, de la Libye, du Mexique, des Philippines et de la République-Unie de Tanzanie (E/L.1173), M. Brillantes exprime le vœu que ce texte soit adopté à l'unanimité par le Conseil. Il indique que les auteurs ont décidé d'apporter un certain nombre de modifications au texte initial du projet. Ainsi, au dernier alinéa du préambule, les mots « non seulement » et « compléter » sont supprimés, et les mots « mesures » et « mais aussi d'adopter des » sont remplacés respectivement par les mots « formes d'action » et « l'adoption de ». Au paragraphe 1 du dispositif, les mots « des progrès sensibles » sont remplacés par « de nouveaux progrès sensibles », et les mots « en temps utile » et « les décisions concernant » sont ajoutés après les mots « achevés » et « faciliter », respectivement. Le début du paragraphe 2 du dispositif est modifié comme suit : « Invite les Etats membres de la Conférence et les organismes des Nations Unies intéressés à faire des efforts supplémentaires... » Enfin, le paragraphe 3 du dispositif est remanié de la façon sui-

vante : « *Prie* le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de poursuivre ses préparatifs afin que l'on aboutisse, à la deuxième session de la Conférence, à des résultats pratiques et concrets en faveur des pays en voie de développement. »

3. M. SWARUP (Inde) formule l'espoir que l'atmosphère de la deuxième session de la CNUCED sera aussi bonne que celle qui régnait en août 1962, lorsque le Conseil a décidé par sa résolution 917 (XXXIV) de convoquer une Conférence internationale des Nations Unies sur le commerce et le développement. Si celle-ci a essentiellement permis de délimiter et de définir les problèmes qui se posent, il appartient à la deuxième session de la CNUCED de se concentrer sur la recherche de solutions concrètes en faveur des pays en voie de développement. Cela est d'autant plus important que cette deuxième session se tiendra dans un pays en voie de développement et, qui plus est, dans celui dont la population est la plus nombreuse. Aussi faut-il souhaiter que le projet de résolution présenté au Conseil soit adopté à l'unanimité.

4. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) dit que la délégation des Etats-Unis souhaite elle aussi que le Conseil soit en mesure de formuler des vœux unanimes pour le succès de la deuxième session de la CNUCED. Elle conteste cependant certaines affirmations du représentant des Philippines concernant les événements intervenus depuis la première session de la Conférence. Sans vouloir entrer dans les détails, M. Blau rappelle notamment que les négociations Kennedy se sont soldées par l'abolition ou la diminution de certaines barrières tarifaires et non tarifaires concernant des produits qui présentent de l'intérêt pour les pays en voie de développement. Il est faux, par conséquent, de dire qu'aucun progrès n'a été réalisé, depuis la première session de la CNUCED, dans le domaine du commerce des pays en voie de développement.

5. Il est regrettable aussi que l'on tende dès maintenant à créer un climat d'affrontement et que les pays en voie de développement accusent d'autres pays de ne pas avoir pris les mesures voulues. Une telle atmosphère ne peut que mal augurer du succès de la Conférence. Par ailleurs, il est impossible aux Etats-Unis d'appuyer le projet de résolution, en raison du passage du deuxième alinéa du préambule dans lequel est exprimé l'espoir que « les négociations Kennedy seront suivies de négociations de New Delhi destinées à compléter le travail non terminé ». Certes, il s'agit là d'une citation tirée du message du Secrétaire général au Conseil (1480^e séance). Toutefois, la délégation des Etats-Unis sait trop avec quel soin les pays en voie de développement rédigent leurs projets de résolutions pour ne pas penser que le fait qu'ils aient choisi de citer l'expression « Négociations de New Delhi » est significatif. N'est-il pas vrai que ces mots ont été utilisés pour créer un certain climat ? Certes, la délégation des Etats-Unis entend prendre une part active et constructive à la Conférence de New Delhi, mais elle ne se propose pas de participer à des négociations du type des négociations Kennedy, Dillon, ou de celles qui ont eu

lieu à Annecy ou Torquay, qui ont été l'occasion pour les pays de prendre, à titre réciproque, des engagements fermes dans le domaine des tarifs et autres obstacles au commerce. M. Blau estime que le mot « négociations » a pris, à la suite des vingt ans d'histoire qu'il a évoqués, un sens particulier dans ce contexte. Etant donné que la délégation des Etats-Unis ne se propose nullement de se rendre à la Conférence de New Delhi avec l'intention de prendre des engagements précis en matière de commerce, elle ne peut s'associer à une démarche qui aurait pour effet de faire naître de faux espoirs quant à ses intentions en la matière. C'est pourquoi elle ne peut appuyer le projet de résolution sous sa forme actuelle. Elle le regrette d'autant plus qu'une résolution de ce type n'a de sens que si elle est adoptée à l'unanimité.

6. Selon M. FORTHOMME (Belgique), le projet de résolution à l'étude risque de créer l'impression que la deuxième session de la CNUCED tentera, à l'instar de la première, de résoudre tous les problèmes à la fois. Les amendements dont le représentant des Philippines vient de donner lecture améliorent incontestablement le texte du projet de résolution. Toutefois, le deuxième alinéa du préambule transforme une citation isolée de son contexte, citation qui n'est qu'une figure de style, en une importante affirmation de principe. On en vient ainsi à donner pour modèle aux débats de la future conférence les négociations tarifaires à objectifs précis et limités qui se sont déroulées dans le cadre du GATT, et, partant, à confondre des événements entièrement différents. La deuxième session de la CNUCED doit en fait avoir pour but de préparer le terrain pour de futures ententes en concentrant ses efforts sur un nombre réduit de questions. Aussi la délégation belge ne pourra-t-elle appuyer le projet de résolution sous sa forme actuelle.

M. Varela (Panama), vice-président, prend la présidence.

7. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) fait observer que le Conseil du commerce et du développement doit se réunir prochainement à Genève pour préparer la deuxième session de la CNUCED. Le Conseil économique et social ne devrait pas préjuger l'orientation de ses efforts. Il gagnerait, dans ces conditions, à surseoir à toute décision concernant le projet de résolution jusqu'à l'examen, à la reprise de sa quarante-troisième session, du rapport sur la cinquième session du Conseil du commerce et du développement. Le Conseil pourrait cependant souligner l'importance de la deuxième session de la Conférence et exprimer l'espoir que tout sera fait pour en assurer le succès.

8. Le projet de résolution à l'étude répond dans une large mesure à ces objectifs. La délégation britannique a toutefois deux réserves à formuler. En premier lieu, il serait bon de remplacer, au quatrième alinéa du préambule, les mots « la mise en œuvre des recommandations adoptées à la première session de la Conférence », par la formule usuelle employée dans la résolution 2209 (XXI) de l'Assemblée générale, à savoir « l'application des recommandations de la Conférence, compte tenu de l'Acte final ». Le paragraphe 3 du dispositif du

projet de résolution, modifié par les auteurs, reprend en partie le deuxième alinéa du préambule de la résolution 2206 (XXI) de l'Assemblée générale ; toutefois, ce dernier ne contient pas les mots « en faveur des pays en voie de développement ». Le représentant du Royaume-Uni propose de supprimer ces mots ou d'ajouter l'expression « du commerce mondial et » après les mots « en faveur ».

9. La réserve la plus importante de la délégation britannique a trait au deuxième alinéa du préambule du projet de résolution. L'expression « négociations de New Delhi » est obscure et se prête à des interprétations trop diverses pour avoir une signification précise. Sir Edward Warner se demande, à ce propos, si la déclaration du Secrétaire général a un rapport quelconque avec la résolution 2209 (XXI) de l'Assemblée générale. En tout état de cause, la délégation du Royaume-Uni a besoin de recevoir des explications complètes quant au sens de l'expression et de disposer d'un certain temps pour réfléchir à ces explications avant de pouvoir se prononcer sur le projet de résolution.

10. M. de SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales)¹ s'étonne qu'une figure de style ait pu faire l'objet d'une exégèse aussi approfondie. Le programme de la deuxième session de la CNUCED sera fixé par le Conseil du commerce et du développement sous l'autorité de l'Assemblée générale et pourra éventuellement être mis au point par la Conférence elle-même. Le Secrétaire général n'avait aucunement l'intention de se substituer à ces instances et de définir les méthodes de travail et l'ordre du jour de la Conférence. De plus, il ne pouvait s'agir dans son esprit de suggérer une analogie trop étroite entre les perspectives de la Conférence de New Delhi et les résultats des négociations Kennedy. En effet, le champ d'action de la deuxième session de la CNUCED sera, à bien des égards, beaucoup plus vaste que celui des négociations Kennedy, puisque la Conférence s'occupera non seulement du commerce mais aussi du financement international du développement économique et des invisibles. Bien entendu, certaines questions ayant fait l'objet des négociations Kennedy, par exemple les préférences tarifaires à accorder aux produits manufacturés en provenance des pays en voie de développement, pourront être abordés par la Conférence. Il convient en l'occurrence, de définir la meilleure manière de reconnaître ce chevauchement possible des sujets, qui a été voulu et ratifié par l'Assemblée générale. Cette tâche n'est ni impossible ni même difficile. Les négociations Kennedy ont été saluées comme un succès notable dans le développement des relations commerciales entre les pays industriels. En parlant de « négociations de New Delhi », le Secrétaire général a tout simplement exprimé l'espoir que la deuxième session de la CNUCED représenterait également un succès en ce qui concerne l'expansion des relations économiques entre les pays industriels et les pays en voie de développement. Il serait par conséquent erroné d'attribuer à ses propos une signification trop littérale.

¹ Le texte *in extenso* de la déclaration de M. de Seynes a été distribué ultérieurement sous la cote E/L.1189.

11. M. ATTIGA (Libye) estime que des interprétations arbitraires du projet de résolution ont créé une atmosphère d'appréhension que rien ne justifie. On s'accorde à reconnaître que les intérêts des pays en voie de développement et ceux des pays développés sont complémentaires, et le Président des Etats-Unis a récemment invoqué à Punta del Este la possibilité d'accorder des réductions tarifaires aux produits du tiers monde. Les auteurs du projet de résolution se contentent d'exprimer l'espoir que des mesures positives seront prises à New Delhi pour permettre aux pays en voie de développement de rattraper leur retard. Il ne s'agit donc aucunement de quelque complot ourdi par ces pays, et les craintes exprimées par certaines délégations ne sont pas fondées. D'une manière générale, l'expansion du commerce mondial exclut tout affrontement hostile entre les parties. Elle est en outre incompatible avec des demandes de concessions unilatérales auxquelles n'ont jamais songé les auteurs du projet de résolution.

12. M. VIAUD (France) estime que le projet de résolution procède du désir légitime, partagé par tous les membres du Conseil, d'assurer le succès de la deuxième session de la CNUCED. La seule question est de savoir si l'on a choisi la meilleure méthode pour exprimer cet espoir. En effet, s'agissant de la procédure suivie, on peut se demander pourquoi le projet de résolution a été soumis au Conseil économique et social et pourquoi il a été présenté directement en séance plénière, sans avoir été examiné au préalable par le Comité économique. Il est certain que deux ans auparavant, la majorité des pays en voie de développement auraient estimé qu'un tel projet de résolution était de la compétence du Conseil du commerce et du développement. Sans nier que le Conseil économique et social ait qualité pour adopter une résolution sur la CNUCED, M. Viaud pense que le projet de résolution aurait dû être soumis d'abord à ses organes techniques. Le Conseil aurait ainsi été saisi d'un texte ayant déjà fait en quelque sorte l'objet de négociations, ce qui aurait grandement facilité son travail.

13. Quant au fond, le représentant du Royaume-Uni a exposé les principales critiques qu'on peut faire au projet de résolution. M. Viaud rappelle que le nouveau texte du paragraphe 1 du dispositif parle de « décisions » concernant l'adoption de mesures supplémentaires à prendre dans le domaine du commerce et du développement. Le sens du mot « décisions » est loin d'être clair dans ce contexte. Il s'agit, en fait, de recommandations librement acceptées. Les dispositions de l'Acte final de la première session de la CNUCED² sont elles aussi des recommandations, et il appartient à chaque pays de déterminer dans quelle mesure il peut s'y conformer. C'est la nature même de l'acte juridique qu'est l'Acte final qui est en cause ici, et le projet de résolution ne correspond pas à l'idée de recommandation telle que l'entend la délégation française.

14. A cet égard, on ne saurait trop insister sur la nécessité d'établir avec le plus grand soin les textes

² Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, vol. 1: Acte final et rapport, publication des Nations Unies, n° de vente: 64.II.B.11.

soumis aux organes délibérants, en évitant toute formule de caractère oratoire impropre à définir des normes juridiques précises.

15. D'autre part, il paraît difficile, étant donné le peu de temps dont il dispose, que le Conseil se transforme en comité de rédaction pour mettre au point une formule acceptable par tous. Il ne peut guère être question, non plus, de mettre aux voix le projet de résolution, car tout texte de ce genre doit faire l'objet d'une décision unanime. En conséquence, la seule solution consiste à transmettre le projet de résolution, pour observations, au Conseil du commerce et du développement et à en poursuivre l'examen lors de la reprise de la quarante-troisième session du Conseil économique et social.

16. M. DELISLE (Canada) déclare que la délégation canadienne approuve sans réserve les observations formulées par les représentants des Etats-Unis, de la Belgique, du Royaume-Uni et de la France, ainsi que les deux amendements présentés par le Royaume-Uni, sans, bien entendu, méconnaître l'importance que présentent les préparatifs et les résultats futurs de la deuxième session de la CNUCED. La délégation canadienne, pour sa part, ne peut admettre le rapprochement que semble faire le Secrétaire général, dans une déclaration citée hors de son contexte au deuxième alinéa du préambule du projet de résolution, entre la nature des négociations Kennedy et celle de la Conférence de New Delhi. M. Delisle a écouté avec intérêt les explications données à cet égard par le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales, mais il insiste pour que la citation qui figure au deuxième alinéa du préambule soit supprimée. Sinon, la délégation canadienne se trouverait dans l'impossibilité de donner sa sanction à cet alinéa, et peut-être même à l'ensemble du projet de résolution.

17. M. Delisle propose donc de remplacer la partie du deuxième alinéa du préambule qui suit les mots « à la 1480^e séance » par le membre de phrase suivant : « concernant l'importance que présente la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui doit se tenir à New Delhi en février et mars 1958 ». On éviterait ainsi toute divergence d'interprétation, tout en respectant l'intention des auteurs.

18. M. BILLNER (Suède) appuie cet amendement, ainsi que ceux qui ont été présentés par le Royaume-Uni.

19. M. SWARUP (Inde) précise, en réponse au représentant de la France, que le projet de résolution a été présenté directement en séance plénière au titre du point 2 de l'ordre du jour. A cet égard, il est surprenant que les pays développés du groupe B formulent aujourd'hui des réserves quant à l'emploi de l'expression « négociations de New Delhi », qui n'avait soulevé aucune difficulté pendant le débat général sur le point 2. D'autre part, en adoptant le projet de résolution et en formulant le vœu que la Conférence de New Delhi soit couronnée de succès et aboutisse à des résultats concrets en faveur des pays en voie de développement, le Conseil économique et social n'empiéterait en rien sur

les attributions du Conseil du commerce et du développement. A propos des remarques du représentant des Etats-Unis, M. Swarup déclare que c'est précisément afin d'éviter tout affrontement que les auteurs, au paragraphe 1 du dispositif, ont remplacé l'expression « des progrès sensibles » par les mots « de nouveaux progrès sensibles », reconnaissant ainsi que certains progrès ont effectivement été accomplis.

20. Etant donné les objections soulevées par les représentants des pays développés à propos du deuxième alinéa du préambule et pour éviter toute interprétation erronée qui les amènerait à voter contre le projet de résolution ou à s'abstenir, le mieux serait de consigner fidèlement dans les comptes rendus les explications données par le représentant du Secrétaire général. Bien entendu, les délégations de ces pays auront toujours la possibilité de se prononcer, à la cinquième session du Conseil du commerce et du développement, sur l'orientation à donner aux travaux de la deuxième session de la CNUCED. La délégation indienne, pour sa part, ne peut accepter l'amendement du Canada tendant à modifier le libellé du deuxième alinéa du préambule.

21. Quant à l'amendement du Royaume-Uni tendant à remplacer, au dernier alinéa du préambule, les mots « la mise en œuvre des recommandations adoptées à la première session de la Conférence » par les mots « l'application des recommandations de la Conférence, compte tenu de l'Acte final », la délégation indienne ne voit vraiment pas ce qu'il ajouterait au texte.

22. Enfin, si le représentant du Royaume-Uni tient à faire mention du commerce mondial à la fin du paragraphe 3 du dispositif, il serait peut-être préférable d'adopter la formule suivante : « des résultats pratiques et concrets en faveur du commerce mondial et, en particulier, des pays en voie de développement ».

23. M. FORTHOMME (Belgique) regrette que la proposition du représentant du Canada n'ait pas trouvé d'écho. Pour sa part, il ne peut s'empêcher de penser que la résolution fera l'objet d'une certaine publicité, et il craint que les personnes qui en prendront connaissance sans avoir entendu les débats du Conseil ou lu les comptes rendus, et notamment les membres du Parlement belge, qui auront à se prononcer sur l'attitude de la Belgique à New Delhi, ne se méprennent sur son sens.

24. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) regrette également que la délégation indienne n'ait pas cru devoir retenir la proposition du Canada, qui aurait pu mener à une décision unanime. Il espère que l'attitude de la délégation des Etats-Unis ne sera pas mal interprétée ; mais, bien qu'elle ait tout fait pour éviter un affrontement, elle se verra dans l'impossibilité de voter un texte contenant le deuxième alinéa du préambule du projet de résolution, si l'on y maintient, hors de son contexte, la citation de la déclaration du Secrétaire général.

25. M. ATTIGA (Libye) propose que les auteurs du projet de résolution se concertent pour apporter quelques modifications à leur texte et faire disparaître ainsi les appréhensions des délégations qui soupçonnent

les pays en voie de développement de leur tendre un piège, alors qu'ils ne cherchent qu'à favoriser l'intérêt commun des uns et des autres.

26. M. SWARUP (Inde) appuie cette proposition.

27. M. MA'A BITOMO (Cameroun) s'inquiète du scepticisme qui semble se manifester. Il exprime le souhait que les pays du groupe B précisent davantage

leur position, pour que les participants puissent se rendre à la Conférence de New Delhi avec l'espoir de faire réellement œuvre constructive.

28. Le PRÉSIDENT déclare que, s'il n'y a pas d'objection, il lèvera la séance afin de permettre des consultations entre les auteurs du projet de résolution.

La séance est levée à 12 h 55.